



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Marché de prestations intellectuelles

LG13052025PI

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Objet du marché :

**Études hydrauliques sur le périmètre du programme d'actions de
prévention des inondations Adour aval**

Date limite de remise des offres :

16 juin 2025 à 23h55

**INSTITUTION ADOUR
970 allée Jean d'Arcet 40280 HAUT-MAUCO
05 58 46 18 70
secretariat@institution-adour.fr**

Code de la commande publique

CCAG applicable : CCAG Prestations intellectuelles (PI) – 2021

**Marché à procédure formalisée - Appel d'offres ouvert passé en
application des dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-2.1
du code de la commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
3.1. Objet de la consultation	3
3.2. Type de marché	3
3.3. Forme et décomposition du marché	3
3.3.1. Allotissement	3
3.3.2. Tranches	4
3.3.3. Variantes	4
3.3.4. Nomenclature	4
3.3.5. Forme juridique de l'attribution	4
3.3.6. Mode de règlement	4
ARTICLE 4. DUREE, DELAI ET LIEU D'EXECUTION	4
ARTICLE 5. CONTENU ET DELIVRANCE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
6.1. Éléments nécessaires à la sélection des candidatures	5
6.2. Éléments nécessaires aux choix de l'offre	6
6.3. Forme juridique des groupements	6
6.4. Cohérence de l'offre	6
6.5. Délai de validité des offres	7
ARTICLE 7. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	7
7.1. Remise des offres	7
7.2. Assistance utilisateur	7
7.3. Nommage des fichiers	8
7.4. Copie de sauvegarde	8
ARTICLE 8. CRITERES D'ATTRIBUTION	9
ARTICLE 9. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS/COMPLEMENTS	9
ARTICLE 10. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	10
ARTICLE 11. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	10
11.1. Analyse des candidatures	10
11.2. Ouverture des offres	10
11.3. Information des candidats rejetés	11
11.4. Négociation	11
11.5. Établissement et signature de l'acte d'engagement entre les parties	11
ARTICLE 12. DIFFERENDS ET PROCEDURE DE RECOURS	11
12.1. Traitement des différends	11
12.2. Instances, voies et délais de recours	12



Article 1. Pouvoir adjudicateur

Acheteur : INSTITUTION ADOUR
 Adresse : 970 allée Jean d'Arcet - 40280 HAUT-MAUCO
 Tél : 05.58.46.18.70
 Courriel : secretariat@institution-adour.fr
 Site internet : <http://www.institution-adour.fr>

L'Institution Adour est représentée par son Président, Monsieur Paul Carrère, en vertu de la délibération n° 64/2021 en date du 22 septembre 2021 de son comité syndical.

L'Institution Adour est un syndicat mixte ouvert ayant pour mission la gestion de l'eau du bassin de l'Adour dans sa composante grand cycle, reconnu établissement public territorial de bassin à l'échelle du bassin de l'Adour..

Article 2. Étendue de la consultation

Appel d'offres ouvert, en vertu notamment de l'article L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Procédure par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats.

Chaque soumissionnaire admis à présenter une offre doit adresser une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

La composition des dossiers et les critères de jugement sont précisés dans le présent document.

Article 3. Conditions de la consultation

3.1. Objet de la consultation

Le présent marché porte sur des actions d'amélioration de la connaissance de l'aléa inondation, relatives à la démarche PEP Adour aval. Il a pour objectif de réaliser des études hydrauliques de différents types sur ce territoire.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ci-joint définissent le contenu et les modalités de cette prestation.

3.2. Type de marché

Marché public de prestations intellectuelles.

3.3. Forme et décomposition du marché

Le présent marché est passé en la forme d'un marché ordinaire.

3.3.1. Allotissement

Afin de garantir une meilleure cohérence et efficacité dans l'exécution des prestations, le marché est conclu en un lot unique :

- Étude d'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque inondation à l'échelle du bassin versant de l'Adour maritime (40 et 64) - PEP Adour aval

Les prestations concernent un ensemble géographique homogène à l'échelle d'un même bassin versant de l'Adour aval. De plus, l'allotissement serait de nature à rendre techniquement plus complexe l'exécution des prestations. En effet, l'interdépendance des cours d'eau pourrait engendrer des problèmes de délais et de responsabilités entre les différents prestataires lors de l'exécution des prestations.

Enfin, les prestations du marché ne sont pas dissociables car le fonctionnement hydraulique de l'Adour est lié à celui des cours d'eau situés en amont.



Le présent marché est constitué d'un lot unique comprenant deux tranches : une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche	Description
Tranche ferme	Réalisation des études hydrauliques à l'échelle des quatre sous-bassins versants (Adour maritime, gaves réunis, Aran et Ardanavy).
Tranche optionnelle	Étude de caractérisation de la fonctionnalité hydraulique des ouvrages existants. Cette tranche sera activée en fonction des besoins et décisions du maître d'ouvrage.

3.3.3. Variantes

3.3.4. Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71313400-9	Étude d'impact sur l'environnement pour la construction

3.3.5. Forme juridique de l'attribution

Le présent marché sera attribué à une entreprise seule (s'appuyant le cas échéant sur un ou plusieurs sous-traitants) ou intégrée dans un groupement (solidaire ou conjoint). Toutefois le groupement sera représenté par un représentant unique choisi par le titulaire du marché.

3.3.6. Mode de règlement

Le maître d'ouvrage procédera au règlement des prestations selon les dispositions prévues au CCAP et se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes mentionnés dans l'acte d'engagement.

Article 4. Durée, délai et lieu d'exécution

La durée du marché court de la notification jusqu'à sa réception.

Le délai d'exécution des prestations est détaillé dans le CCTP, le délai global étant fixé à 16 mois pour la tranche ferme, à compter de sa notification. Pour la tranche optionnelle, le délai maximal est également de 16 mois, à compter de son affermissement par un ordre de service.

Les lieux d'exécution des prestations sont spécifiés au CCTP.

Article 5. Contenu et délivrance du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé.

Le DCE peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr>



Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est composé des documents suivants :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le bordereau des prix forfaitaires et unitaires et détail quantitatif estimatif (BPUF & DQE).

Conformément au code de la commande publique visé dans le présent document, il est rappelé que l'offre du candidat n'a pas à être signée. À ce titre, le DCE ne comprend pas d'acte d'engagement.

Lors du téléchargement du DCE, il est fortement conseillé aux candidats de s'authentifier sur le site et d'indiquer une adresse de courrier électronique permettant, de façon certaine, une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications du DCE. Le téléchargement du règlement de la consultation est libre.

L'acheteur public ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant du cas où un candidat n'aurait pas fourni une adresse de courrier électronique, ou aurait fourni une adresse erronée, lors du retrait du DCE.

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le Pouvoir Adjudicateur fait foi.

Article 6. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

6.1. Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les documents ci-après. En cas de groupement composé, chaque membre devra produire lesdits documents à l'exception du DC1 qui pourra être cosigné.

Devront y figurer :

- une lettre de candidature établie sur la base du formulaire¹ DC1 à jour de la réforme de la commande publique ;
- une déclaration du candidat établie sur la base du formulaire¹ DC2 à jour de la réforme de la commande publique ;
- les certificats fiscaux et sociaux ou l'une des pièces prescrites par les articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8227 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour les candidats de l'Union européenne, la production de documents équivalents sera requise ;
- les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ;
- la liste des références de moins de 3 ans accompagnée d'exemples de prestations similaires (nature et montant) et qu'ils ont menées dans le cadre de leur activité de bureaux d'études spécialisés dans le domaine de la gestion des risques ;
- les moyens techniques, humains et financiers généraux de l'entreprise ;
- une copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire ;
- en cas de groupement d'entreprises : la copie de la convention de groupement momentané d'entreprise ;
- une attestation d'assurance à jour des primes et qui mentionne l'étendue de la couverture datée de moins d'un an.

¹ Les formulaires type DC1 ou DC2 sont téléchargeables à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>



Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le maître d'ouvrage peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

6.2. Éléments nécessaires aux choix de l'offre

L'offre comprendra la proposition du soumissionnaire, qui devra être entièrement rédigée en langue française et dont les montants correspondants seront mentionnés en euros.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société, l'entreprise ou le groupement.

L'offre pour le présent marché sera constituée des documents suivants :

- **un mémoire technique**, contenant a minima :
 - le contenu précis des prestations et la démarche proposée ;
 - les éléments méthodologiques de réalisation de l'étude, leur portée et leurs limites ;
 - les moyens humains (références, compétences) et techniques mis en œuvre pour la réalisation des prestations ainsi que toute indication permettant d'apprécier la bonne appréhension des besoins du maître d'ouvrage par le soumissionnaire ;
 - le curriculum vitae des intervenants ;
 - l'identification et la présentation du chargé de projet, interlocuteur unique ;
 - l'évaluation du temps de travail des intervenants ;
 - les références du candidat pour ce type d'étude ;
 - un planning prévisionnel de l'opération.
- **le bordereau des prix unitaires et forfaitaires** et détail quantitatif estimatif complétés et signés.

6.3. Forme juridique des groupements

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

L'entité adjudicatrice interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21 1° du code de la commande publique.

L'entité adjudicatrice interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21 2° du code de la commande publique.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-24 du code de la commande publique.

6.4. Cohérence de l'offre

En ce qui concerne les prix forfaitaires, en cas de discordance entre les différentes indications de l'état des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant dans la ou les DQE (à compléter par le candidat), prévaudra sur toutes les autres indications.



En cas de discordance entre l'état des prix forfaitaires et les documents constitutifs de l'offre du candidat, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à l'état des prix forfaitaires, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie entre les différentes pièces. En cas de refus, son offre sera considérée comme non cohérente et éliminée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera considérée comme non cohérente et éliminée

6.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 7. Conditions de remise des offres

7.1. Remise des offres

Les propositions devront être adressées par voie dématérialisée et parvenir à destination avant le
16 juin 2025 à 23h55

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres doivent être transmises électroniquement via la plateforme :

- <https://demat-ampa.fr>

Les candidats ont donc la possibilité de télécharger le dossier de consultation des entreprises en se rendant à l'adresse susmentionnée.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée. De même, la transmission des plis par mail ou télécopieur n'est pas autorisée.

Les candidats doivent se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site : <https://demat-ampa.fr>

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plate-forme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leurs offres en dernière minute. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01 : 00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception envoyé par mail confirmant la date et l'heure de réception de manière certaine.

Pour rappel, les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste quelques jours avant le dépôt d'une offre. Il est également possible de tester le dépôt d'une réponse sur une consultation de test (<https://demat-ampa.fr/entreprise/footer/diagnostic-poste>).

En outre, il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

7.2. Assistance utilisateur

En cas d'incompréhension d'une fonctionnalité de la plate-forme, les entreprises sont invitées à contacter le service de support notamment en cas de difficulté à remettre une réponse électronique ou à signer électroniquement un fichier, accessible par ce lien :

<https://demat-ampa.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>



7.3. Nommage des fichiers

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et exploitables ; notamment, il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers suivants : .doc/.rtf/.pdf/.xls/.odt ;
- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », les formats vidéo ;
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros » ;
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse ;
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'antivirus, à charge de l'entreprise candidate.

Les candidatures et les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité, et seront donc réputées n'avoir jamais été reçues. Les candidats en seront informés dans les plus brefs délais. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un antivirus avant envoi.

Pour chaque document sur lequel une signature est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager l'entreprise. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat. Quand une signature électronique est exigée, les formats de signature acceptés sont XADES, CADES, PADES.

Attention, un dossier compressé signé ne vaut pas signature de chaque document contenu dans le dossier, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

7.4. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- soit par voie électronique ;
- soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- soit sur support papier ;
- soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023)

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention lisible : « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

INSTITUTION ADOUR - 970 allée Jean d'Arcet - 40280 HAUT-MAUCO

Les documents de la copie de sauvegarde doivent également être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le Pouvoir Adjudicateur.



Article 8. Critères d'attribution

Marché passé en la forme d'un appel d'offres ouvert, procédure par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats.

Les critères intervenant pour l'analyse des candidatures sont : garanties, capacités techniques et financières, capacités professionnelles.

Le classement des offres conformes au CCTP et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères de jugement notés sur un total de 100 et énoncés ci-dessous :

Critères	Complément
1. Critère prix des prestations (40 pts)	L'analyse des prix portera sur le montant total du DQE jointe au dossier de consultation. La note «prix» pondérée sera obtenue par la formule de calcul suivante : $40 \times (\text{Montant du DQE le plus bas} / \text{Montant du DQE du candidat})$.
2. Critère valeur technique (60 pts)	Elle sera appréciée au vu du mémoire technique. Pour chaque sous critère, sera prise en compte la qualité de la démarche proposée et des moyens techniques et humains mis en œuvre pour la réalisation des prestations, au travers : <ul style="list-style-type: none"> – la clarté globale de la note méthodologique (noté sur 5); – la compréhension du contexte, des enjeux et de la finalité de la prestation (noté sur 10); – la pertinence de l'approche méthodologique par phase (noté sur 20); – la pertinence du niveau professionnel de l'équipe affecté et de la complémentarité des intervenants (noté sur 15); – la qualité de suivi du projet, notamment de l'organisation, planning détaillé d'exécution de la prestation, moyens mis en place pour assurer le respect des délais... (noté sur 10).

Un classement des offres sera effectué en fonction de l'appréciation globale telle que définie au présent règlement de la consultation, appréciation qui détermine les offres les mieux disantes.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur le DQE, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif, il n'en sera pas tenu compte pour la comparaison financière et seul le montant total sera retenu.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce DQE pour la mettre en concordance avec le prix global. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 9. Demande de renseignements/compléments

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires (d'ordre administratif ou technique) qui leur seraient nécessaires pour établir leur offre, les candidats devront faire parvenir au plus tard **sept (7) jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres, une demande.



Les demandes de renseignements doivent être transmises électroniquement via la plateforme :

– <https://demat-ampa.fr>

À défaut de parvenir à l'Institution Adour au plus tard sept (7) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, aucune demande de renseignement ne sera prise en compte.

Une réponse commune sera adressée au plus tard **5 jours** avant la date limite fixée pour la réception des candidatures à tous les candidats par voie électronique, à l'adresse mail renseignée lors de leur identification sur la plateforme, s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de leurs candidatures.

Ainsi, une attention particulière est demandée aux candidats. En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'antisipam...

En cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, les candidats n'auront pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

Article 10. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Toute modification du DCE à l'initiative du maître d'ouvrage sera effectuée sur la plateforme de téléchargement visée au présent document. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation par les soumissionnaires, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Pensez à consulter le dossier « messages indésirables » de votre messagerie

Article 11. Déroulement de la procédure

11.1. Analyse des candidatures

Conformément à l'article R.2144-1, avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai raisonnable.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

11.2. Ouverture des offres

L'ouverture des offres des candidats est effectuée par le maître d'ouvrage, qui procède à l'enregistrement des pièces composant les offres.

En cas de pièce absente ou incomplète, le maître d'ouvrage demande à tous les prestataires concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de quatre (4) jours à compter du jour de la notification de la demande par le maître d'ouvrage.

Des précisions pourront être demandées au candidat si l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée. Il en sera de même si l'offre paraît anormalement basse.



Après analyse, les offres sont classées par ordre décroissant, en fonction des critères d'attribution pondérés définis au présent règlement de consultation.

11.3. Information des candidats rejetés

Lorsque le choix du maître d'ouvrage aura été effectué, les candidats dont l'offre aura été rejetée seront avisés par message électronique via la plateforme :

- <https://demat-ampa.fr>

11.4. Négociation

Conformément à l'article R.2161-5, les négociations sont interdites dans la procédure d'appel d'offres ouvert.

11.5. Établissement et signature de l'acte d'engagement entre les parties

À l'issue de la procédure de consultation prescrite par le présent document, le maître d'ouvrage transmettra un acte d'engagement établi au vu des éléments du DCE, de l'offre du candidat.

Le candidat retenu complètera cet acte d'engagement et le renverra au maître d'ouvrage daté et signé, le cas échéant complété des pièces justificatives exigées, et ce dans un délai de cinq (5) jours ouvrables.

Le candidat renverra également :

- les certificats fiscaux et sociaux ou l'une des pièces prescrits par les articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.82227 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Pour les candidats de l'Union européenne, la production de documents équivalents sera requise ;

Seul l'exemplaire de l'acte d'engagement (et les annexes prescrites par le règlement de consultation) ainsi établi sera signé par le maître d'œuvre du marché et le maître d'ouvrage à l'exclusion de tout autre document fourni par le maître d'ouvrage dans le dossier de consultation des entreprises.

Article 12. Différends et procédure de recours

12.1. Traitement des différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Si un différend (suffisamment grave au point d'être susceptible de déboucher, avec lui seul comme fait générateur, sur un recours devant une juridiction) survient à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent présentement à procéder à un règlement amiable avant tout dépôt d'un recours contentieux devant une juridiction administrative. Cette tentative de règlement amiable est obligatoire.

La partie demanderesse devra ainsi notifier ses griefs à l'autre partie, par courrier écrit, motivé, argumenté et contenant des éléments de preuve, et mentionnant impérativement l'activation du dispositif prévu dans le présent article. Les parties concernées, tenteront de régler amiablement le différend, dans un délai maximum de trente (30) jours (jours ouvrés, hors jours fériés officiels et samedi-dimanche) à compter de la date de réception dudit courrier. À défaut d'établissement d'un règlement amiable du différend dans ce délai, qui serait acté au moins par un simple échange réciproque d'écrit (pouvant être électronique), les parties seront libres d'engager un recours devant une juridiction administrative.

Dès lors, les entités s'estimant lésées pourront engager un recours contentieux (sans pouvoir exploiter les reconnaissances des torts ou concessions réciproques, avancées dans le cadre de la phase de tentative de règlement amiable du différend), auprès du Tribunal administratif de Pau.

La juridiction administrative compétente peut désormais être saisie par l'application Télerecours accessible à partir du site www.telerecours.fr



12.2. Instances, voies et délais de recours

Le Tribunal administratif de Pau est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Adresse : Villa Noulibos - 50 cours Lyautey - 64010 PAU CEDEX Téléphone : [05.59.84.94.40](tel:05.59.84.94.40)

Le greffe de ce tribunal constitue l'entité susceptible de fournir des renseignements complémentaires sur les voies de recours : greffe.ta-pau@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours selon les dispositions du code de justice administrative :

- le délai de voie de recours (R.421-1) est en principe de deux mois à compter de la réception de la notification ou de la publication de la décision préjudiciable ;
- le référé pré contractuel (L.551-1) porte sur l'introduction d'un recours intervenant jusqu'à la signature du marché ;
- une voie de recours gracieux est toujours possible, auprès du représentant de l'acheteur.

